

D M G D

Société de Commissariat aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Raphaël ALDIGIER
David NOBREGA
Stéphane VALANTIN
Eric PARISET
Vincent REY
Julien PAGES

N/Réf :

Objet :

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2024

CECLER

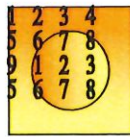
ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

**SIEGE SOCIAL : 13, Rue Condorcet
63 000 CLERMONT-FERRAND**

SARL D.M.G.D – société de commissariat aux comptes

Siège Social : 1 Avenue d'Aiguille – 43000 LE PUY-EN-VELAY – Tél : 04.71.05.69.45
Etablissement Secondaire : 89 Avenue Joseph Claussat – 63400 CHAMALIERES
SARL au capital de 8 000 euros – RCS LE PUY-EN-VELAY 424 879 161 – APE 6920 Z
Inscrite au tableau de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de LYON - RIOM

DN



D M G D

Société de Commissariat aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Raphaël ALDIGIER
David NOBREGA
Stéphane VALANTIN
Eric PARISET
Vincent REY
Julien PAGES

N/Réf :

Objet :

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

CECLER

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

**SIEGE SOCIAL : 13, rue Condorcet
63 000 CLERMONT-FERRAND**

Exercice social : 01.01.2024 au 31.12.2024

**SIRET : 397 624 511 00044
CODE NAF : 87.90B**

SARL D.M.G.D – société de commissariat aux comptes

DN

Aux membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **CECLER** », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne:

- les compléments d'informations présentés en annexes sur les méthodes de comptabilisation,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatif à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à CHAMALIERES,
Le 20 mai 2025

Pour la SARL D.M.G.D.
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned above the name David NOBREGA.

David NOBREGA
Co-gérant

ANNEXE : « Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes »

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

DN



D M G D

Société de Commissariat aux Comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Raphaël ALDIGIER
David NOBREGA
Stéphane VALANTIN
Eric PARISET
Vincent REY
Julien PAGES

N/Réf :

Objet :

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS

Article L 612-5 du code de commerce
Article L 313-25 du code de l'action sociale et des familles

CECLER

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DE 1901

SIEGE SOCIAL : 13, Rue Condorcet

63 000 CLERMONT-FERRAND

Exercice social : 01.01.2024 au 31.12.2024

SIRET : 397 624 511 00044
CODE NAF : 87.90B

SARL D.M.G.D – société de commissariat aux comptes

DN

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31.12.2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été avisés que le montant global des rémunérations des administrateurs, cadres dirigeants salariés (au sens de l'article L.3111-2 du code du travail), des directeurs d'établissements et des membres de la famille des trois catégories ci-dessus travaillant dans l'association s'est élevé au titre de l'exercice 2024 à 193 534€ bruts.

Fait à CHAMALIERES
Le 20 mai 2025

SARL D.M.G.D.
Commissaire aux Comptes



David NOBREGA
Co-gérant

BILAN & COMPTE DE RESULTAT

Association CECLER

22/05/2025

Bilan Actif

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

État exprimé en €

		31/12/2024			N-1
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)	AA			
	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement	AB	AC		
	Frais de recherche et de développement	AD	AE		
	Concessions brevets droits similaires	AF	AG	7 660,93	21 619,07
	Fonds commercial	AH	AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK		
	Avances et acomptes	AL	AM		
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains	AN	AO	307 500,00	307 500,00
	Constructions	AP	AQ		
	Installations techniques, mat et outillage indus.	AR	AS		
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	1 036 880,60	917 396,14
	Immobilisations en cours	AV	AW	107 519,52	18 225,60
	Avances et acomptes	AX	AY		
	Immobilisations Financières				
	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS	CT		
	Autres participations	CU	CV	1,00	1,00
	Créances rattachées à des participations	BB	BC		
	Autres titres immobilisés	BD	BE		
	Prêts	BF	BG		
	Autres immobilisations financières	BH	BI	384 008,95	366 358,62
	TOTAL (II)	BJ	BK	1 044 541,53	1 631 100,43
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
	En-cours de production de biens	BN	BO		
	En-cours de production de services	BP	BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS		
	Marchandises	BT	BU		
	Avances et Acomptes versés sur commandes	BV	BW	6 652,49	7 917,18
	Créances				
	Créances clients et comptes rattachés	BX	BY	1 172 139,85	2 076 205,41
	Autres créances	BZ	CA	931 441,06	391 201,46
	Capital souscrit appelé, non versé	CB	CC		
	Valeurs mobilières de placement	CD	CE		
	Disponibilités	CF	CG	2 579 050,34	777 555,01
	Charges constatées d'avance	CH	CI	9 544,37	121 263,58
	TOTAL (III)	CJ	CK	0,00	3 374 142,64
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler	(IV) CL			
	Primes et remboursement des obligations	(V) CM			
	Ecart de conversion actif	(VI) CN			
TOTAL ACTIF		CO	1A	7 358 061,07	5 005 243,07

Bilan Passif

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

État exprimé en €

		31/12/2024	N-1
Fonds Propres	Fonds associatifs	DB 19 524,78	19 524,78
	Ecart de réévaluation	DC	
	Réserves		
	Réserve légale	DD	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées	DF	
	Autres réserves	DG 287 440,80	160 548,10
	Reports à nouveau		
	Report à nouveau - Hors Activité socio-médicale	EF 599 946,87	598 300,12
	Résultat - Activité socio-médicale hors gestion contrôlée	EG 853 980,93	679 044,13
Fonds Dédiés	Résultat - Activité socio-médicale sous gestion contrôlée	EH 112 983,63	178 221,44
	Résultat de l'exercice	DI 44 778,46	1 646,75
	Subventions d'investissement	DJ 255 267,86	354 643,05
	Total des Fonds propres	DL 2 173 923,33	1 991 928,37
	Autres Fonds Dédiés	DM	
		DN 647 652,45	197 293,31
	Total Fonds dédiés	DO 647 652,45	197 293,31
	Provisions pour risques	DP 91 014,31	10 031,32
	Provisions pour risques et charges	DQ 586 390,14	561 216,33
	Total des Provisions	DR 677 404,45	571 247,65
Dettes	DETTE FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Concours bancaires sur comptes courants	DU 471 438,00	194 769,12
	Emprunts et dettes financières divers	DV 414 206,44	238 906,40
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX 327 219,66	367 361,61
	Personnels, Etat et Organismes sociaux	DY 1 104 576,88	1 099 231,09
	DETTE DIVERSES		
TOTAL PASSIF	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA 497 098,33	344 505,52
	Produits constatés d'avance	EB	
	Total des Dettes	EC 2 814 539,31	2 244 773,74
Ecart de conversion passif		ED	
TOTAL PASSIF		EE 6 313 519,54	5 005 243,07

DN

Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

État exprimé en €			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		
		France	Exportation			
Produits d'exploitation	Participations des usagers, loyers et APL	320 082,52		320 082,52	212 572,07	
	Dotations et subventions (Missions)	12 525 633,04		12 525 633,04	10 857 860,35	
	Dotations pour fonctionnement des Fonds	848 414,21		848 414,21	704 438,06	
	Remboursement de frais (formation et contrats aidés)			19 528,28	73 116,02	
	Reprises sur provisions et amortissements					
	Autres produits (dont cotisations des adhérents)			2 839,28	1 030,33	
Total des produits d'exploitation (I)				13 716 497,33	11 849 016,83	
Charges d'exploitation						
	Aides distribuées aux usagers			284 233,38	648 183,46	
	Autres achats et charges externes (1)			4 925 142,24	4 520 134,52	
	Impôts, taxes et versements assimilés			492 357,11	473 341,10	
	Salaires			4 245 500,21	4 233 118,49	
	Charges sociales			1 740 073,55	1 680 831,94	
	Dotations aux amortissements			199 207,19	151 068,49	
	Dotations aux provisions			36 315,44	66 419,87	
	Pécules distribués aux usagers			230 397,40	243 204,11	
	Aides financières (gestion des Fonds)			829 833,19	683 460,95	
	Autres charges de gestion courante			734,30	23,28	
	Total des charges d'exploitation (II)				12 983 794,01	12 699 786,21
	(1) Y compris :					
- Redevances de crédit-bail mobilier				0,00	0,00	
- Redevances de crédit-bail immobilier				0,00	0,00	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)				732 703,32	-850 769,38	
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (2)					
	Autres intérêts et produits assimilés (2)			4 197,33	4 231,32	
	Reprises sur dépréciations et provisions					
	Différences positives de change					
	Produits des cessions d'immobilisations financières					
	Produits nets sur cessions de val. mobilières de placement et d'instruments de trésorerie					
Total des produits financiers (V)				4 197,33	4 231,32	
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions					
	Intérêts et charges assimilées (3)			2 838,09	3 089,97	
	Différences négatives de change					
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées					
	Charges financières sur instruments de trésorerie			42 456,81	30 921,26	
Total des charges financières (VI)				45 294,90	34 011,23	
RESULTAT FINANCIER (V-VI)				-41 097,57	-29 779,91	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				691 605,75	-880 549,29	

ON

État préparatoire au Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		691 605,75	-880 549,29
Produits exceptionnels (VII)		244 383,70	110 257,33
Charges exceptionnelles (VIII)		207 587,31	47 466,82
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		36 796,39	62 790,51
Reprises sur subventions des exercices antérieurs non utilisées		712 986,59	1 452 730,78
Engagements à réaliser sur subventions attribuées (reports sur subventions reçues		1 396 610,27	633 660,05
Impôt sur les sociétés		0,00	-334,80
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)		14 678 064,95	13 416 236,26
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)		14 633 286,49	13 414 589,51
RESULTAT DE L'EXERCICE		44 778,46	1 646,75

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	Secours et dont en nature	146 865,02	72 526,35
	Prestations des bénévoles	89 135,23	195 030,23
	Bénévolat	89 135,23	195 030,23
	Prestations et dons en nature	146 865,02	72 526,35

DN

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

L'OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION, LA NATURE ET LE PERIMETRE DE SES ACTIVITES ET ACTIONS ET LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Conformément à ses statuts, l'Association CéCler a pour objet « **l'insertion des personnes en difficulté** » en les aidant prioritairement au niveau de l'hébergement et leur insertion professionnelle. Et au titre de la lutte contre les exclusions, en facilitant leur insertion sociale et professionnelle au travers des volets suivants :

- ✓ Santé,
- ✓ Logement,
- ✓ Emploi.

L'Association assure :

- ✓ Un accompagnement social individuel,
- ✓ Des animations socioculturelles,
- ✓ Des actions d'insertion sociale et professionnelle,
- ✓ La gestion des dispositifs spécifiques y afférents.

Dans le cadre de cet objet, l'Association réalise des distributions d'aides alimentaires à titre caritatif.

Sa mission est axée sur 4 priorités d'actions :

- ✓ L'accueil et l'hébergement, principalement dans les situations d'urgence,
- ✓ La prise en compte de la santé et le développement de l'estime de soi,
- ✓ Le soutien et l'accompagnement social afin d'inscrire la personne dans un processus d'autonomisation,
- ✓ L'adaptation à la vie active, l'insertion sociale et professionnelle.

Ces actions sont menées par une équipe de professionnels, de mécènes de compétence et de bénévoles engagés qui coordonnent leurs interventions pour construire un parcours individualisé qui implique et responsabilise la personne.

L'Association mobilise les fonds mis à disposition par l'Etat, les institutions et les collectivités publiques, les fondations et acteurs économiques privés et bénéficie également de dons et contributions des particuliers pour soutenir sa mission.

L'Association CéCler est reconnue d'intérêt général depuis le 18/01/2010.

DN

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999 la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983 le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983,
- Arrêté du 15 décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs,
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs,
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs,
- 2018-06 relatif au plan comptable général du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

FONDS ASSOCIATIFS

Au passif du bilan de l'Association, les fonds propres se décomposent en 2 catégories :

- **Les fonds propres de l'association** qui sont des fonds associatifs, des réserves, le report à nouveau, le résultat de l'exercice et les subventions d'investissement,
- **Et des reports à nouveau (excédents ou pertes sous le contrôle des Tiers Financeurs.** Ce sont des excédents réalisés sur les missions mais qui attendent encore une décision d'affectation de l'autorité financeur (autorité de la tarification). Selon le plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ces excédents sont classés en fonds propres.

Description	2024	2023	Variation	%
Fonds propres de l'Association				
Fonds associatifs	19 524,78	19 524,78	0,00	0,0%
Autres réserves	287 440,80	160 548,10	126 892,70	79,0%
Report à nouveau	599 946,87	598 300,12	1 646,75	0,3%
Excédent de l'exercice	44 778,46	1 646,75	43 131,71	2619,2%

DN

Description	2024	2023	Variation	%
Subvention d'investissement	255 267,86	354 643,05	(99 375,19)	(28,0)%
	1 206 958,77	1 134 662,80	72 295,97	6,4%
Reports sous contrôle de Tiers Financeurs				
Résultats - Activité socio-médicale hors gestion contrôlée	853 980,93	679 044,13	174 936,80	25,8%
Résultats - Activité socio-médicale sous gestion contrôlée	112 983,63	178 221,44	(65 237,81)	(36,6)%
	966 964,56	857 265,57	109 698,99	12,8%
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	2 173 923,33	1 991 928,37	181 994,96	9,1%

IMMOBILISATIONS ET INVENTAIRES

A. Politique d'immobilisation et d'amortissement

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les biens qui sont portés en immobilisations sont des biens durables d'une valeur d'acquisition unitaire de plus de 500 € Hors Taxe.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le *mode linéaire* en fonction de la durée de vie.

Durées d'amortissement utilisées :

- Installations et Agencements
 - Acquis avant 2019 5 ans
 - Acquis à partir de 2019 10 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Mobilier et électroménager 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans

B. Acquisitions d'immobilisations en 2024

Catégorie/Description	Montant TTC	Financement
Matériel de transport	106 291,26 €	
Renault Clio GA-581-HV	16 700,00 €	Autofinancement
Renault Captur GD-676-FS	23 100,00 €	
Renault Clio FT-178-QK	17 200,00 €	
Renault Kangoo GW-211-NB	28 393,16 €	
2 Vélos VTT	1 898,10 €	
Minibus Citroen Jumper EM-282-LV	19 000,00 €	
Matériel Informatique	17 106,23 €	
17 Ordinateurs	17 106,23 €	Autofinancement
Immobilisations en cours	89 293,92 €	
Travaux de mise aux normes Site Le Barrieu	89 293,92 €	Négociation d'un emprunt en cours
Total	212 691,41 €	

C. Sorties d'immobilisations en 2024 :

Il n'y a pas eu de sortie d'immobilisations en 2024.

D. Inventaire du petit matériel au 31/12/2024

Par mesure de simplification, les biens d'une valeur unitaire Hors Taxe inférieure à 500 € ne sont pas portés au bilan de l'Association en immobilisations.

L'acquisition de ces biens sont enregistrés en charges sur l'exercice d'achat.

La liste de ces biens de faible valeur (entre 100 et 500 € Hors Taxe) est fournie ci-après :

INVENTAIRE DES BIENS DURABLES DE FAIBLE VALEUR NON INSCRITS A L'ACTIF (dont le coût d'acquisition unitaire Hors Taxe est supérieur à 100 € et inférieur à 500 €)

Articles	Cat .	Stock 31/12/2023	Entrés (+) 2024	Sorties (-) 2024	Stock 31/12/2024	Provenance / Destination
Armoire/basse	Administration	52	13		65	Achat
Armoire/haute		61	16		77	Achat
Fauteuil Veilleur		13			13	
Fauteuil Bureau		52	15		67	Achat
Bureau angle		2			2	
Bureau		82	24	2	104	Achat Déchetterie
Caisson roulette		36	16	4	48	Achat Déchetterie
Tableau blanc 180x120		0	1		1	Achat
Tableau blanc 240X120		0	1		1	Achat
Table réunion		0	26		26	Achat
Table ronde 120		2			2	
Banque d'accueil		2	1	2	1	Achat Déchetterie
Ordinateur fixe (avec écran)		22			22	
Scanner		5			5	
Ordinateur portable		151	27	15	163	Achat Déchetterie
Ecran seul		20			20	
Tablette IPAD		3			3	
Casque JABRA		0	2		2	Achat
Imprimante/Photocopieur		10			10	
Destructeur document		0	2		2	Achat
Téléphone Portable		49	26		75	Achat
Serveur cloud		6			6	

Articles	Cat .	Stock 31/12/2023	Entrés (+) 2024	Sorties (-) 2024	Stock 31/12/2024	Provenance /
						Destination
Compteuse billet		0	1		1	Achat
compteuse pièces		0	1		1	Achat
Coffre-fort (boîtes...)		10			10	
Abri de jardin	Animation	1			1	
Abri extérieur		2			2	
Chapiteau		2			2	
Appareil Photo		10			10	
Baby-Foot		3			3	
Table Tennis de Table		5			5	
Vélo		22			22	
Vélo d'appartement		2			2	
Banc de musculation		1			1	
Vélo Electrique		35			35	
Grande Télévision Animation		9	1		10	Achat
Vidéoprojecteur		9			9	
Chaine HiFi		8			8	
Trottinette électrique		29			29	
Machine à coudre		12			12	
Aspirateur		15			15	
Aspirateur chantier	Entretien	0	2	1	1	Achat Déchetterie
Aspirateur dorsal hybride		1			1	Achat
Nettoyeur Haute Pression		2			2	
Scie circulaire		0	1		1	Achat
Caisse à outils avec outillage		18			18	
Perforateur burineur		0	1		1	Achat
Débroussailleuse		5	1		6	Achat
Tronçonneuse		0	1		1	Achat
Taille haie		0	2		2	Achat
Station chargeur batterie		0	1		1	Achat
Tondeuse		5			5	
Tondeuse autoportée		0	1		1	Achat
Echafaudage		1			1	
Cabine de douche		0	2		2	Achat
Chariot de ménage		0	1		1	Achat
Autolaveuse		0	1		1	Achat
Chariot de linge mixte		0	1		1	Achat
Chariot de service 3 plateaux		0	1		1	Achat
Echelle		4			4	
Petit réfrigérateur	Logements	455	58	7	506	Achat Déchetterie
Grand Frigo		35	13	7	41	Achat Déchetterie
Congélateur		16	3		19	Achat

Articles	Cat .	Stock 31/12/2023	Entrés (+) 2024	Sorties (-) 2024	Stock 31/12/2024	Provenance /
						Destination
Cuisinière		145	32		177	Achat
Four réchauffage Pro 530x325		1			1	
Four		183	57	10	230	Achat Déchetterie
Piano Cuisine		3		1	2	
Lave-vaisselle		9	1		10	Achat
Lave-linge		156	24	6	174	Achat Déchetterie
Sèche-Linge		8	1		9	Achat
Téléviseur chambre		291	122	16	397	Achat Déchetterie
Lit/140 et matelas		27			27	
Lit/90 et matelas		699		8	691	Déchetterie
Lit/90 sans matelas		0	30	1	29	Achat Déchetterie
Lits Superposés 90 et Matelas		248		3	245	Déchetterie
Armoire chambre		70	43	1	112	Achat Déchetterie
Commode		14			14	
Penderie		21			21	
Canapé		138	35		173	Achat
Chaises		1564			1564	
Coffre sous lit		0	20		20	Achat
Tables rectangulaires		244	16	2	258	Achat Déchetterie
Table de cuisson vitro		21	2	1	22	Achat Déchetterie
Table de cuisson électrique		26	64		90	Achat
Table de chambre		100			100	
Table extérieur bois avec banc		15			15	
Table de nuit		63			63	
Chariot distribution pharmacie	Médical	1			1	
Classeur dossier & Négatoscope		1			1	
Fauteuil chambre		9			9	
Table d'examen		4			4	
Lit hôpital électrique		5			5	
Lit hôpital mécanique		15			15	
Paillasse (plan de travail)		2			2	
Fauteuil Roulant		5			5	
Table adaptable		15			15	

DN

ENGAGEMENTS DE DEPART A LA RETRAITE

Une provision destinée à couvrir l'obligation de paiement des Indemnités de Départ à la Retraite des salariés a été calculée au 31/12/2024 pour un montant total de **561 533,22€**.

Elle représente les engagements de l'Association vis-à-vis des salariés en CDI présents à la clôture de l'exercice.

En 2024, cette provision augmente de 4,7% par rapport à 2023. Cette augmentation est justifiée par la croissance des activités de l'Association qui a impliqué le recrutement de nouveaux salariés en CDI.

En 2024, les mouvements de personnels en CDI ont été les suivants :

- 22 Embauches en CDI,
- 10 Contrats à Durée Déterminée ont été transformés en CDI,
- 9 départs de salariés en CDI.

Le calcul de la provision de l'engagement de départ à la retraite a été réalisé à partir des hypothèses actuarielles suivantes :

- Le salaire de fin de carrière : application des règles d'ancienneté selon la grille de l'Accord collectif Nexem (ancien SYNEAS),
- Le taux moyen d'évolution des salaires : Il est calculé sur 10 ans sur base d'un échantillon représentatif de 10 salariés, soit 4,93 % sur 10 ans,
- Le taux de rotation des salariés : moyenne du taux de rotation des 5 derniers exercices, soit 8,44%,
- Le loyer de l'argent (taux sans risque) : 3,42% (taux sans risque de la zone Euro au 31/12/2024, source Ernest & Young),
- Le taux de mortalité (table de mortalité) : table de mortalité 2018 – 2020 de l'INED,
- L'âge de départ à la retraite estimé : est fonction de la date de naissance selon le tableau ci-après :

Date de naissance	Age de départ à la retraite
Avant le 1 ^{er} septembre 1961	62 ans
Entre le 1 ^{er} septembre 1961 et le 31 décembre 1961	62 ans et 3 mois
En 1962	62 ans et 6 mois
En 1963	62 ans et 9 mois
En 1964	63 ans
En 1965	63 ans et 3 mois
En 1966	63 ans et 6 mois
En 1967	63 ans et 9 mois
À partir du 1 ^{er} janvier 1968	64 ans

La mise à la retraite d'office est retenue à 70 ans pour les salariés en poste ayant dépassé l'âge légal de départ à la retraite.

- Le salaire de référence pris en compte est le salaire moyen sur l'année 2023 corrigé des variations anormales (absences et arrêts de travail).

RATTRAPAGE DE LA VALEUR DU POINT & DE L'INDEMNITE COMPENSATRICE DES CONGES PAYES

La convention collective revalorise régulièrement les salaires en augmentant la valeur du point. L'Association calcule au moment du bilan l'impact d'une revalorisation de point sur l'exercice lorsqu'elle a connaissance de la promulgation de cette revalorisation. Le tableau ci-dessous précise les provisions annuelles qui sont constituées.

Une provision pour régularisation des indemnités de départ en congés avait été constituée au 31/12/2023 pour les congés payés pris sur la période entre le 01/01/2021 et le 30/09/2023. Ces départs en congés payés n'avaient pas été correctement indemnisés. Cette régularisation a été faite sur les bulletins de février 2024. Au 31/12/2024, la provision a été reprise comme suit :

	Reprise de la provision au 31/12/2024	Constitution de la provision au 31/12/2023
Régularisation Congés 2021	(15 877,44)	15 877,44
Régularisation Congés 2022	(21 663,60)	21 663,60
Régularisation Congés 2023	(27 033,68)	27 033,68
Total	(64 574,72)	64 574,72

Ces écritures sont comptabilisées dans le compte « 641220 Provision pour rattrapage de la Valeur du Point & de l'Indemnité Compensatrice des congés payés ».

L'ACQUISITION DE CONGES PAYES EN CAS DE MALADIE ORDINAIRE MISE EN CONFORMITE DU DROIT FRANÇAIS AVEC LE DROIT EUROPEEN

La loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 vient de mettre en conformité le droit français avec le droit européen en matière d'acquisition des congés payés lors d'un arrêt maladie. Dorénavant, les périodes de maladie sont assimilées à du temps de travail et permettent d'acquérir des jours de congés payés.

Cette traduction dans le droit français de la décision du droit européenne génère un passif potentiel des employeurs envers certains de leurs salariés qu'il faut provisionner pour pouvoir faire face aux réclamations futures éventuelles.

Dès lors que cette dette potentielle est significative et par mesure de prudence, l'Association a décidé de la provisionner dans ses comptes au 31/12/2023 sur 3 années non financièrement prescrites selon le détail suivant :

	Compte comptable	Montant
Année 2023	641210	14 654,82 €
Année 2022	687501	9 904,86 €
Année 2021	687501	14 110,68 €
Total		38 670,35 €

En 2024, seuls salariés concernés en 2023 (seuls encore présents dans l'Association) ont exercé ce droit. Pour les salariés partis de l'Association leurs droits restent provisionnés au 31/12/2024 dans le compte 158100 pour un montant de **24 015,54 €**.

	Compte comptable	Montant
Année 2022	158100	9 904,86 €
Année 2021	158100	14 110,68 €
Total		24 015,54 €

SALAIRES DE DIRECTION

L'équipe de Direction reste composée d'une Directrice Générale et d'un Directeur.

Les dépenses de ces personnels de Direction augmentent de 4,90% (évolution annuelle et régularisation de l'indemnisation des absences pour congés payés).

FRAIS BANCAIRES ET FINANCIERS

Compte	Libellé du compte	2024	2023	Evolution	En %
627000	Services bancaires et assimilés	15 195,96	15 490,39	(294,43)	(1,9)%
627100	Frais contrat capitalisation	1,78	34,38	(32,60)	(94,8)%
661100	Intérêt des emprunts et dettes	2 838,09	3 089,97	(251,88)	(8,1)%
667000	Intérêts débiteurs et Frais financiers	42 456,81	30 921,26	11 535,55	37,3%
	Total	60 492,64	49 536,00	10 956,64	22,1%

Les frais financiers ont évolué de 22,1% en 2024 par rapport à 2023. Cette augmentation est expliquée par le niveau de trésorerie qui a été négatif sur une grande partie de l'année en 2024, en particulier sur le 2ème et 3ème trimestre. L'Association a dû recourir à la **mobilisation des créances (bordereaux Dailly)** en plus d'un découvert bancaire.

RESERVES, REPORTS A NOUVEAU ET FONDS DEDIES

A. EVOLUTION DES RESERVES

Compte	Libellé du compte	2024	2023	Evolution	En %
	Réserves d'investissement	138 249,21	43 890,79	94 358,42	215,0%
106853	Réserve d'investissement Hébergement d'Urgence	8 889,25	8 889,25	0,00	
106854	Réserve d'investissement CPH	127 734,47	33 376,05	94 358,42	282,7%
106855	Réserve d'investissement CADA	1 625,49	1 625,49	0,00	
	Réserves de compensation des déficits	149 191,59	116 657,31	32 534,28	27,9%
106856	Réserve de compensation CHRS	38 822,01	38 102,37	719,64	1,9%
106857	Réserve de compensation Autres missions	487,12	487,12	0,00	
106858	Réserve de compensation des déficits CADA	24 945,64	20 231,00	4 714,64	23,3%
106859	Réserve de compensation des déficits LHSS	31 636,82	31 636,82	0,00	
106871	Réserve de compensation des déficits CPH	53 300,00	26 200,00	27 100,00	103,4%
	TOTAL	287 440,80	160 548,10	126 892,70	79,0%

B. EVOLUTION DES REPORTS A NOUVEAU ET DES FONDS DEDIES

Les excédents ou déficits en fin d'exercice sont constatés en **reports à nouveau** lorsqu'ils concernent l'activité courante des missions ou en **fonds dédiés** lorsqu'ils résultent des crédits affectés à des missions ou à des projets spécifiques.

Description	Fonds à engager au début de l'exercice	Engagements/ Reversements au cours de l'exercice	Fonds à engager découlant des fonds reçus au cours de l'exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Report de plus de 2 ans
	(a)	(b)	(c)	(d)=(a)-(b)+(c)	
1. Reports à nouveau					
Activité médicosociale hors gestion contrôlée					
Reports à nouveau/ Gestion des Fonds					
Report à nouveau Fonds FDAJ	26 447,85	26 447,85	0,00	0,00	
Report à nouveau Fonds ASE	0,00		677,34	677,34	
Report à nouveau Fonds FMAJ	88 186,41		(28 556,39)	59 630,02	
Report à nouveau Fonds FSE	224 131,04	224 131,04	252 606,70	252 606,70	
Fonds dédiés FSE Métropole	121 054,19	121 054,19	73 449,94	73 449,94	
	459 819,49	371 633,08	298 177,59	386 364,00	
Reports à nouveau/ Missions					
Report de subvention CPA	1 068 385,62	1 068 385,62	51 825,16	51 825,16	
Report à nouveau HUDA	52 812,93		11 025,87	63 838,80	
Report à nouveau Urgence	3 323,96		72 672,67	75 996,63	
Report à nouveau CAO Les Clos	21 935,46		0,00	21 935,46	21 935,46
Report à nouveau Maison Relais	12 851,90		964,22	13 816,12	
Report à nouveau MNA « le Rivaly »	708,04		0,00	708,04	
Report à nouveau ALT	226,90		1 707,65	1 934,55	
Report à nouveau DPAR	605,52		24 538,58	25 144,10	
Report à nouveau ELY	13 912,20		1 402,63	15 314,83	
Report à nouveau Mission Réinstallation	0,00		0,00	0,00	
Report à nouveau Programme AGIR	0,00		203 687,75	203 687,75	
Report à nouveau Centre d'Hébergement d'Urgence (déficit)	(6 584,51)		0,00	(6 584,51)	
Report à nouveau Intermédiation Locative – Ukraine (déficit)	(2 869,58)	(2 869,58)	0,00	0,00	
Report à nouveau (déficit) CPA Centre Provisoire d'Accueil	0,00		0,00	0,00	
	1 165 308,44	1 065 516,04	367 824,53	467 616,93	
Activité médicosociale sous gestion contrôlée					
Report à nouveau en attente d'affectation CHRS	64 139,66	(8 242,28)	217,70	72 599,64	61 596,08
Report à nouveau LHSS	1 289,29			1 289,29	1 289,29
Report à nouveau en attente d'affectation CADA	1 875,50		7 834,91	9 710,41	
Report à nouveau en attente d'affectation CPH	138 127,58		(44 551,33)	93 576,25	
Report à nouveau déficitaire Centres des Mineurs Non Accompagnés MNA	0,00		(33 894,16)	(33 894,16)	
Report à nouveau en attente d'affectation (déficit) LHSS	(11 031,15)	(11 031,15)	(30 297,80)	(30 297,80)	
	194 400,88	(19 273,43)	(100 690,68)	112 983,63	
2. Fonds dédiés					
Fonds dédiés CHRS	35 483,03	7 194,36	14 000,00	152 223,67	21 568,67
Fonds dédiés CADA	5 915,13		0,00	5 915,13	5 915,13
Fonds dédiés Campagne Hivernale	0,00		59 298,23	59 298,23	
Fonds dédiés CPH	5 915,13		0,00	5 915,13	5 915,13
Fonds dédiés Accompagnement à la sortie de la prostitution	5 000,00		(2 590,69)	2 409,31	2 409,31
Fonds dédiés CHU	0,00		0,00	0,00	
Fonds dédiés ALT	0,00		52 332,11	52 332,11	
Fonds dédiés Projet Mobilités	0,00		5 954,55	5 954,55	

Description	Fonds à engager au début de l'exercice	Engagements/ Reversements au cours de l'exercice	Fonds à engager découlant des fonds reçus au cours de l'exercice	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Report de plus de 2 ans
	(a)	(b)	(c)	(d)=(a)-(b)+(c)	
Fond dédiés IML	0,00		144 789,56	144 789,56	
Fonds dédiés Fonds de Lutte Contre les Addictions FLCA/CNAM	0,00		216 359,25	216 359,25	
Fonds dédiés - Réinstallation des réfugiés	0,00		2 455,51	2 455,51	
Fonds Dédiés Projet Caisse d'Epargne 2023	0,00		0,00	0,00	
	52 313,29	7 194,36	492 598,52	647 652,45	
Total	1 871 842,10	1 425 070,05	1 057 909,96	1 614 617,01	120 629,07

ELEMENTS EXCEPTIONNELS COURANT L'ANNEE

Compte	Libellé	2024	2023	Evolution	En %
	Produits exceptionnels	244 383,70	110 257,33	134 126,37	121,6%
771430	Reprise des résultats des exercices antérieurs	5 412,09	0,00	5 412,09	NS
777100	Quote-part des subventions d'investissement	99 375,19	41 116,52	58 258,67	141,7%
778800	Fonds - Aides des exercices antérieurs annulées	58 935,40	137,00	58 798,40	(42918,5)%
778810	Dons et libéralités reçus	11 269,00	7 562,70	3 706,30	49,0%
778820	Autres produits exceptionnels (dettes forcloses)	55 794,74	27 885,32	27 909,42	100,1%
778830	Indemnités de SS/Ecarts de règlement	12 398,48	0,00	12 398,48	NS
787000	Reprises sur provisions	1 198,80	31 308,75	(30 109,95)	(96,2)%
787250	Reprise sur amortissements dérogatoires	0,00	2 247,04	(2 247,04)	100,00%
	Charges exceptionnelles	207 587,31	47 466,82	160 120,49	337,3%
671200	Amendes et contraventions	705,00	4 599,60	(3 894,60)	(84,7)%
671800	Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	11 737,05	18 447,02	(6 709,97)	(36,4)%
671900	Indemnités de SS non encaissées (forclusion)	40 868,93	0,00	40 868,93	NS
678100	Charges exceptionnelles (Créances forcloses)	11 831,74	404,66	11 427,08	2 823,9 %
678200	Fonds - Aides des exercices antérieurs non entérinées (Secours d'urgence)	51 755,22	0,00	51 755,22	NS
687100	Dotations aux amortissements exceptionnels	45 689,37	0,00	45 689,37	NS
687501	Dotation autres provisions pour risques & charges	45 000,00	24 015,54	20 984,46	87,4%
	Résultat exceptionnel	36 796,39	62 790,51	(25 994,12)	(41,4)%

En 2024, le retraitement des comptes a conduit à comptabiliser les éléments exceptionnels. Il s'agit principalement de :

- **Reprise de la subvention d'investissement** : la cession du centre vent d'Autant a conduit à l'amortissement exceptionnel des travaux qui avaient été fait sur le centre (compte 687100). Cela a entraîné en même temps la reprise de la subvention (DDETS) qui avait financé ces travaux (compte 777100).
- **Retraitement des aides des fonds** : Annulation des aides attribuées par les commissions non collectées par les bénéficiaires pour raisons de forclusion (compte 778800) et comptabilisation des aides payées mais qui n'ont pu être présentées aux commissions d'attribution à cause d'absence de constitution des dossiers d'instruction (compte 678200).

- **Abandon de créances** (avances faites aux usagers) et de dettes (cautions versées des usagers) suite aux sorties sans laisser d'adresse (compte 778820 et 678100).
- **Retraitement des écarts de versement et d'encaissement des indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS)** : Il y eu des écarts entre les IJSS avancées aux salariés et celles remboursées par la Caisse de l'Assurance en cas de maintien de salaires lors des arrêts de travail. Ainsi ces créances et dettes forcloses ont été comptabilisée dans les comptes 778830 et 671900).
- **Dotations aux provisions pour risques et charges** : La dégradation de certains logements à rendre a rendu nécessaire le provisionnement des travaux à effectuer afin de remettre en l'état ces logements avant leur remise aux propriétaires.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ET DONS EN NATURE

Compte	Libellé	2024	2023	Evolution	En %
861000	Dons en nature	146 865,02	72 526,35	74 338,67	102,5%
862000	Prestations des bénévoles	89 135,23	195 030,23	(105 895,00)	(54,3) %
	Total	236 000,25	267 556,58	(31 556,33)	(11,8) %

Les contributions volontaires et dons en nature ont été valorisés de la façon suivante :

I. Dons en nature et mises à disposition gratuites

✚ Denrées alimentaires de la Banque alimentaire

Elles sont valorisées sur base de la quantité livrée en 2024.

Le prix retenu (référence nationale de la Banque Alimentaire) par kilo reste de 3,30€.

32 913.71 kilos ont été distribués aux personnes accompagnées par CéCler en 2024. Leur montant est donc valorisé à **108 615,23 €**. Cette aide est complétée par la collecte des barquettes alimentaires données par le CHU de Clermont-Ferrand dont la valorisation n'est pas fournie par le donateur.

Notons que les distributions alimentaires sont faites aux hébergés lors de leur arrivée ou dans des situations d'urgence spécifiques. En principe, les usagers sont orientés vers les associations caritatives de l'agglomération (Secours Populaire, Secours Catholique, Restos du Cœur...).

Cependant, une restauration est assurée aux usagers orientés par le 115 les matins, les soirs, les week-ends et les jours fériés.

✚ Mise à disposition gratuite des installations sportives (gymnases) et de matériel sportif et événementiel

Depuis fin 2023, le magasin IKEA de Clermont-Ferrand fait des dons de biens (meubles, jouets, literie, petit matériel...) à l'Association pour un montant chiffré à **38.249,79 € en 2024**.

✚ Mise à disposition gratuite des installations sportives (gymnases) et de matériel sportif et événementiel

La Ville de Clermont met gratuitement à disposition ses complexes sportifs et événementiels aux usagers de l'Association CéCler pour les activités sportives et socioculturelles. Cette année, la Ville n'a pas notifié la valorisation de cette prestation. Cependant, elle a été de **2 670,40 € en 2023**.

II. Les prestations des bénévoles et mécénat de compétences

En 2024, les prestations des bénévoles et des mécènes en compétences ont principalement concerné :

- **L'administration de l'Association,**
- **Les actions de santé à destination** des usagers (psychiatrie, addictologie et dépendance, permanence médicale, suivi des PVV, prévention, ...). Les principaux acteurs sont des Médecins et Infirmières de l'Equipe Mobile de l'Hôpital Sainte Marie, de Solidarité Santé 63, de l'ANPAA, ...
- **L'intégration et l'initiation à la vie en France** notamment l'apprentissage de la langue française aux étrangers nouveaux arrivants et autres ateliers et séminaires sur la vie quotidienne (économie familiale, bien-être...). Les principaux acteurs sont CLCV, Finances et Pédagogies, ...
- **Les activités d'animation** auprès des personnes accompagnées par CéCler,
- **L'appui technique et administratif** auprès des équipes de direction, des professionnels d'accompagnement et des fonctions support,
- **Les actions destinées à l'écoresponsabilité et au régénératif.**

Ces prestations sont évaluées selon la grille des salaires appliquée pour les salariés de l'Association exerçant les mêmes fonctions sauf dans le cas du mécénat de compétences où l'entreprise nous fournit le coût réel de la masse salariale (plafonné selon les règles fiscales en vigueur).

En 2024, les prestations des bénévoles ont été évaluées à **89 135,23 €**.

ACQUISITION DU TERRAIN

En 2020, CéCler a fait l'acquisition auprès d'une association de la fédération des Mains Ouvertes d'un terrain à Clermont-Ferrand pour une valeur de **307 500 €** et à destination du projet de construction pour accueillir notre Centre LHSS et CHRS.

Cet achat a été financé par un prêt immobilier auprès de la Caisse d'Epargne d'Auvergne Limousin. Pour garantir le prêt contracté, la Caisse d'Epargne conserve le « Privilège du prêteur de deniers, de rang 1 sans pacte commissaire ».

CéCler a signé durant l'exercice 2021 un bail emphytéotique de 42 ans pour ce terrain avec Auvergne Habitat qui a utilisé le terrain pour la construction l'immeuble d'une surface habitable de 1.539 m², dispositif « CESAM » (LAM, LHSS et CHRS). Le projet de construction est évalué à **2 963 065 €**. CéCler loue maintenant cet immeuble à Auvergne Habitat pendant environ 40 ans.

Au terme du bail (de 40 ans), CéCler sera propriétaire de l'immeuble et retrouvera la pleine jouissance du terrain. La pose de la première pierre pour la construction de l'immeuble est intervenue le 11 mars 2022. L'inauguration de cette construction est a eu lieu en mai 2024.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.